

**Novembre 2021**  
**Élection des conseils centraux de**  
**l'Université de Montpellier**  
**devenue EPEX**

**Construisons une opposition à l'hégémonie**

# Sommaire

(Présentation de 10-15 min avant discussion ouverte)

- Retour sur les élections UM 2018
- Bilan de mandat
  - La parole syndicale, seule parole d'opposition à la présidence
  - Notre travail d'information régulière des personnels
  - 2019-2021 : un mandat d'austérité (gel des postes, baisse des heures de formation)
- Bilan de combats syndicaux : LPPR, ...
- Une profession de foi à débattre et à construire
- Ce que nous souhaitons mettre en œuvre / Ce que la présidence n'a pas mis en œuvre

# Élections UM 2018

- Conseil d'administration (CA)
  - « Les listes intersyndicales CGT- FSU -SUD pour VOUS représenter »
  - 1 élu (17%) en collège A (PU, DR), 2 élus (29%) en collège B (MCF, CR)
- Conseil Académique (CAc)
  - Listes FSU
  - CFVU : 1 élu en collège A et 1 élu en collège B
  - CR : 2 élus en collège A (PU, DR), 1 en collège B (MCF, CR HdR) et 2 élus en collège C (MCF, CR non HdR)
  - Aussi 3 élus d'opposition sur les listes Sud-CGT :  
dans le secteur Sciences et Technologies, total des listes syndicales B à 41 %

→ @ Comm. FSU @

→ @ Professions de foi @

# Bilan de mandat

- Une présidence sourde à toute démocratie interne, à tout travail constructif sur les décisions prises et leurs modalités
  - Aucune modification de texte en séance du CA en 7 ans
  - Des élus « présidence » sans liberté de parole
  - Des vices-présidents démissionnés
- Des élus FSU, femmes et hommes, qui analysent, pointent les problèmes, posent les vraies questions (souvent en marge de l'ordre du jour via des questions diverses)
- Des positions FSU rendues publiques par diffusion mail



Lien vers nos  
communiqués

# Bilan de mandat

- Lutte contre la baisse des moyens
  - 2018 : l'UM, en déficit de 2-4 M€, met en place l'austérité pour 2019
    - Analyse Snesup du budget → 
    - A compenser par ~~des ressources propres~~ *du chiffre d'affaire* → 
    - Baisse d'heures dans les formations (-5 % à -10 % selon les composantes, IUTs, UFRs, ...) en reniant les accréditations de formation, PPN, ... → 
    - Gel des recrutements ECs et BIATS
    - Info en CA, sans vote ni débat

Lien vers nos communiqués

# Bilan de mandat

- Lutte contre les réformes du ministère
  - Frais d'inscriptions élevés pour les étrangers hors UE (2018)
  - Loi de ~~transformation~~ *destruction* de la fonction publique (2019)
    - Plus de contractuels, et des CDIs pour ne plus recruter de fonctionnaires (ECs comme BIATS)
  - Lutte contre la précarité
- Urgence sociale (retraites), urgence climatique, libertés : l'Université est concernée.

Lien vers nos communiqués



# Bilan de mandat

- L'enchaînement LRU-Loi Fioraso-LPPR
- L'« Excellence » comme moteur de toutes les atteintes à nos missions de service public
- Printemps 2020 : Une mobilisation d'ampleur des personnels des universités et organismes
  - Action du 11 février (inauguration bât 36 Triolet) → Ⓜ → Ⓜ
  - Manifs du 5 mars 2020, du 8 juillet → Ⓜ → Ⓜ → Ⓜ
  - Tribunes, pétitions des labos  
<https://universiteouverte.org/>
  - Liste de diffusion à Montpellier :  
[esr-montpellier@framalistes.org](mailto:esr-montpellier@framalistes.org)



# 2019-2020 : une forte mobilisation



# De nombreuses atteintes à nos formations et notre recherche

- L'EPEX, une « expérimentation » dangereuse pour nos statuts →  [Lien vers nos communiqués](#)
- Course aux DUs chers ( >3000€/an), course aux apprentis
- Réforme du DUT → BUT sans moyens → 
- Réforme de la PACES → 
- L'anglais dans nos formations :  
Non aux UEs délivrées par "certification" → 
- Pilotage des appels d'offre UM par l'iSite MUSE → 
- Campagne de postes ECs dans des «commissions adhoc» (IUF) → 
- Nombreux collègues en détresse, en surcharge  
→ assistance et médiation de nos élus

# Nos valeurs

- L'université doit être un service public, qui ne doit ni sélectionner, ni accroître ou légitimer les inégalités.
- La recherche doit être un service public, en capacité de produire des savoirs d'intérêt général.

# Une profession de foi à débattre et à construire

- Des droits d'inscription aux formations régulés, publics et identiques pour tous (donc y compris les étrangers hors UE)
- Des emplois enseignants-chercheurs statutaires
  - Opposition aux chaires junior (tenure tracks) de la LPR
  - Opposition aux re-pyramidages de postes MCF en postes PR  
(2 postes MCF -> un poste PR + un précaire "MCF contractuel");
  - Maintien du statut MCF;
  - Affectation de tous les supports de postes MCF/PR du "plafond d'emploi"
- Lutte contre toutes les précarités
- Non-individualisation des carrières
- Défense de la collégialité (conseils de laboratoire, de composante, conseils centraux) et lutte contre la multiplication des "instances de pilotage"

# Ce que nous souhaitons mettre en œuvre

## Ce que la présidence n'a pas mis en œuvre

- Un inventaire des besoins en postes de personnels techniques, administratifs, d'enseignants-chercheurs en amont des campagne d'emploi
  - Corollaire : l'arrêt du gel des postes et donc une double campagne d'emplois
  - Actuellement : auto-censure de la présidence qui ne fait pas remonter les besoins au ministère
- Une répartition homogène des primes parmi les personnels
  - Inversement proportionnelle au salaire, pour compenser les inégalités salariales
- Revenir à une décision collégiale sur les services d'enseignement des enseignants et ECs, avec transparence à l'échelle des départements d'enseignement (vœux, prévisionnel, ...)
- Revenir aux cadres nationaux des diplômes
  - Ré-appliquer le PPN dans les IUTs, les horaires PACES
  - Revenir à 1800h étudiant en licence
  - Revenir à une certification « service public » en anglais : [le](#) → CLES
- Garantir la liberté pédagogique, mais pas l'hybridation forcée des enseignements